

ASSOCIATION DU BARREAU PRÉS LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE (ABCPI)



**RAPPORT ANNUEL
2023 - 2024**

TABLE DES MATIÈRES

Informations d'association	3
Introduction de la Présidente	4
Objectifs	8
Comités de l'ABCPI 2023-2024	10
Mise à jour financier	12
Annexe A - Rapport annuel du comité de la Défense	13
Annexe B- Rapport annuel du comité des Victimes	14
Annexe C – Rapport annuel du comité du personnel d'appui aux conseils	17
Annexe D – Rapport annuel du comité <i>consultatif des normes professionnelles</i>	21
Annexe E – Rapport annuel du comité consultatif juridique	25
Annexe F – Rapport annuel du comité de formation	26
Annexe G – Rapport annuel du comité amicus curiae	27
Annexe H – Bilan	29
Annexe I – Profit et perte	30
Annexe J – Budget proposé 2024-2025	31

INFORMATIONS D'ASSOCIATION

Conseil Exécutif	Marie-Hélène Proulx, <i>Présidente</i> Anand Shah, <i>Vice-président pour les victimes</i> Anta Guissé, <i>Vice-président pour la défense</i> Cécile Lecolle, <i>Vice-président pour le personnel d'appui aux Conseils</i> Iaind Edwards, <i>Secrétaire</i> Rangajeeva Wimalasena, <i>Trésorier</i>
	Megan Hirst Audrey Mateo Gregory Townsend
Directeur exécutif	Dominic Kennedy
Auditeurs internes	Emile Aoun Marie O'Leary
Parlementaire	Anta Guissé
Adresse	Oude Waalsdorperweg 10 The Hague 2597 AK
Banque	ABN-AMRO Numéro de compte 0412971259 IBAN NL06 ABNA 0412971259 Coolsingel Postbus 2059 3500 GB Utrecht
Chambre de Commerce	65873335

INTRODUCTION DE LA PRÉSIDENTE – RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS DE L'ABCPI

20 septembre 2024

Je suis ravie de présenter ce rapport annuel au nom du Conseil exécutif de l'ABCPI. Ce rapport offre un aperçu des activités de l'ABCPI au cours de la période 2023-2024. Le Conseil exécutif s'est réuni mensuellement et a communiqué régulièrement par courrier électronique. L'ABCPI continue de travailler sur des questions d'intérêt pour ses membres, et j'aimerais vous fournir un aperçu des travaux et activités actuels de l'ABCPI.

Aide Juridique et Fiscalité

La Présidente et le Conseil exécutif ont poursuivi leurs efforts en matière de réforme de l'aide juridique. Lors de la vingt-deuxième session de l'Assemblée des États Parties (AEP) au début du mois de décembre, les États Parties ont adopté une Politique Réformée d'Aide Juridictionnelle (PRAJ), qui inclut de nouvelles dispositions concernant les droits du travail des membres des équipes externes et une rémunération accrue pour la plupart d'entre eux. De plus, la Résolution Omnibus a mandaté des discussions continues sur l'aide juridictionnelle et la fiscalité tout au long de 2024.

La PRAJ a établi un nouveau Comité Conjoint sur l'Aide Juridictionnelle (CCAJ), composé de trois représentants du Greffe et de deux de l'ABCPI. La Présidente de l'ABCPI et M. James Mawira ont été nommés pour représenter l'ABCPI. Le CCAJ s'est réuni à plusieurs reprises au cours de l'année, proposant au Greffier une augmentation de 18 % de la rémunération sur les trois prochaines années, l'ajout d'une cinquième étape aux échelles salariales, et une nouvelle phase de la procédure pour tenir compte du chevauchement entre les phases de sentence et d'appel.

Tout au long de l'année, la Présidente a rencontré individuellement de nombreux États Parties pour expliquer le système d'aide juridictionnelle et a plaidé pour des améliorations. La Présidente a également assisté à diverses réunions avec le Greffe, aux réunions de facilitation de l'aide juridictionnelle du Groupe de Travail de La Haye, et aux séances du Comité du Budget et des Finances.

Concernant la fiscalité des membres des équipes externes, l'ABCPI a persévéré dans ses efforts. Les représentants de l'État Hôte ont indiqué qu'il s'agissait d'une question multilatérale impliquant tous les États Parties. Le Groupe de Travail de La Haye s'est réuni pour discuter de la fiscalité et fera rapport lors de la vingt-troisième session de l'AEP en décembre.

Le Conseil exécutif a invité les membres des équipes externes à cotiser pour l'obtention d'une opinion préparée par un conseiller fiscal néerlandais, qui a été reçue en juillet 2024. Cette opinion indique clairement que les conseils de la défense et des victimes et leurs équipes ne devraient pas être imposés dans l'État Hôte. L'opinion, accompagnée d'un résumé préparé par l'ABCPI, a été partagée avec tous les États Parties.

22ème Session de l'Assemblée des États Parties

En décembre 2024, la 22ème session de l'AEP a eu lieu à New York. La Présidente pris la parole devant l'AEP, soulignant les améliorations apportées à la Politique d'Aide Juridictionnelle et

exprimant des inquiétudes concernant la suppression de langage critique concernant l'équivalence des positions des membres des équipes externes avec leurs homologues à la Cour. La Présidente a informé l'Assemblée que l'ABCPI continuerait à plaider pour de nouvelles améliorations et une rémunération accrue tout au long de 2024.

L'ABCPI a co-organisé un événement parallèle avec l'IBA à la Mission Permanente de la France auprès des Nations Unies sur "La Coopération des États : Un Élément Essentiel des Procès Équitables à la CPI". La France et la Slovaquie ont parrainé l'événement. Après l'AEP, l'ABCPI a publié un communiqué de presse accueillant favorablement la nouvelle Politique d'Aide Juridictionnelle tout en exhortant les États à s'efforcer d'apporter de nouvelles améliorations.

Représentation de la Profession Juridique lors d'Événements Officiels de la CPI

L'ABCPI a été invitée à de nombreux événements pour représenter les Conseils et leur personnel d'appui. Par exemple, l'ABCPI a été invitée à faire des remarques lors de l'Ouverture de l'Année Judiciaire et à assister à la prestation de serment des nouveaux juges de la CPI.

Événements

- En octobre 2023, l'ABCPI, en coopération avec Doughty Street Chambers et l'ADC-ICT, a organisé une table ronde sur la Coopération des États, qui a eu lieu à l'IRMCT.
- En février, l'ABCPI a co-organisé un séminaire avec l'UIA sur 'Les Ponts entre la Justice Pénale Internationale et d'Autres Domaines du Droit'.
- En mai, l'ABCPI, en partenariat avec la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH), les Initiatives des Femmes pour la Justice de Genre, REDRESS, Victim Advocates International (VAI), et la Coalition pour la Cour Pénale Internationale (CICC), a organisé un événement sur les Droits des Victimes aux Premiers Stades des Procédures à la CPI.

Rencontres avec les Principaux de la Cour

Tout au long de l'année, la Présidente de l'ABCPI a rencontré le Président, la nouvelle Présidente et le Greffier pour discuter des domaines de coopération potentielle, visant à renforcer les relations entre l'ABCPI et la Cour.

Nomination de Nouveaux Groupes de Travail

Le Conseil exécutif a nommé quatre nouveaux groupes de travail pour couvrir les sujets suivants :

- Intelligence artificielle
- Questions de détention
- Devoir de diligence
- Écocide

Les rapports de ces groupes de travail sont disponibles dans le rapport annuel.

Accords d'Affiliation

Tout au long de l'année, l'ABCPI a signé six nouveaux accords d'affiliation avec les organisations suivantes :

- Association du Barreau Australien
- Barreau de Bucarest
- Conseil du Barreau de Serbie
- Barreau de Rennes
- Ordre des Avocats de Velletri
- Université de Bucarest

Ces accords ont été initiés par les Points Focaux de l'ABCPI, et plusieurs organisations envisagent d'autres accords, qui devraient être finalisés prochainement.

Formation

- Tout au long de l'année, l'ABCPI, en partenariat avec l'UNOSAT, l'Institut Asser, et l'IUSTICOM, a organisé une formation en ligne et un webinaire sur 'L'Imagerie Satellitaire en tant que Preuve en Justice Pénale Internationale'.
- En janvier 2024, l'ABCPI a tenu une formation en ligne sur la sécurité et la sûreté dans les zones de conflit, organisée par le Comité de Formation.
- En janvier 2024, un webinaire a été organisé avec des experts sur le Handicap dans le Droit Humanitaire International.
- Toujours en janvier, le Comité de Formation a organisé un deuxième webinaire sur les Preuves Numériques et les Directives de Leiden.
- En avril, un webinaire a été tenu pour les avocats francophones sur l'ABCPI et la CPI.
- En mai, le Comité des Victimes a organisé un webinaire avec An Michels sur le bien-être et la pleine conscience pour les membres des équipes juridiques de la CPI.
- Le Groupe de Travail sur l'Écocide a organisé un webinaire sur les crimes environnementaux et le droit pénal international en septembre 2024.
- Le Groupe de Travail sur l'Intelligence artificielle a organisé un webinaire en septembre 2024 couvrant divers aspects de l'utilisation de l'IA dans la salle d'audience.

Soumission Amicus Curiae

En avril, l'ABCPI a demandé l'autorisation de comparaître en tant qu'amicus curiae dans les procédures de nomination d'un conseil pour Joseph Kony. Cette demande a été accordée, et le Conseil Exécutif de l'ABCPI a déposé un mémoire fin avril.

Coopération avec la Section d'appui aux Conseils (CSS)

L'ABCPI a maintenu une relation positive avec la CSS du Greffe et est reconnaissante pour l'assistance fournie, y compris l'accès aux services et aux salles de réunion à la Cour.

Tout au long de 2024, des réunions régulières ont eu lieu avec le nouveau Chef de la CSS pour discuter d'un éventuel Accord de Relation entre l'ABCPI et la CPI. Cet accord est actuellement à l'examen par la Présidence de la Cour et devrait être finalisé prochainement.

La Présidente a également fait partie du comité de sélection du Conseil chargé de représenter les droits et intérêts de Joseph Kony dans le cadre des procédures de confirmation des charges par contumace à son encontre.

Rayonnement

La Présidente de l'ABCPI a représenté l'ABCPI lors des événements suivants :

- Événement pour Marquer l'Ouverture de l'Année Judiciaire à l'Ambassade britannique
- Événement sur l'Égalité des Genres dans les Organisations Internationales à l'Ambassade de France
- Présentation à un groupe de juges et d'avocats d'Ukraine

Événements Sociaux

L'ABCPI, en coopération avec l'ADC-ICT, a organisé un événement social pour marquer la Journée Internationale de la Femme en mars. Plusieurs personnes ont assisté à cet événement, et un événement social similaire est prévu après l'Assemblée Générale. Ces événements offrent un environnement informel favorisant les échanges entre les membres de l'Association. Bien qu'il soit regrettable que les membres en dehors de La Haye ne puissent pas participer à ces événements, le Conseil Exécutif explorera des moyens pour que les membres en dehors de La Haye puissent connecter de manière informelle.

Je tiens à remercier tous les membres élus de l'ABCPI, les membres des Groupes de Travail, les points focaux, le Directeur Exécutif et l'ensemble des membres de l'ABCPI pour votre travail acharné et votre dévouement. L'ABCPI est une organisation globale unique composée de membres hautement qualifiés et expérimentés, et ce fut un plaisir de servir en tant que Présidente au cours des deux derniers mandats. Votre engagement et votre soutien continus sont essentiels au succès de l'Association.

Bien cordialement,

Marie-Hélène Proulx
Présidente
ABCPI

I. Objectifs

L'ABCPI a pour objectifs de :

1. Soutenir les fonctions, l'efficacité et l'indépendance des Conseils exerçant devant la CPI ;
2. Promouvoir et affirmer auprès des Conseils les normes professionnelles et éthiques les plus rigoureuses s'agissant des devoirs, responsabilités et obligations qui leur incombent en vertu du Statut de Rome, du Règlement de procédure et de preuve, du Code de conduite professionnelle des Conseils et de toute directive et tout règlement s'y rapportant ;
3. Promouvoir et faciliter les aptitudes et les compétences spécifiques aux Conseils pour leur exercice professionnel devant la CPI notamment dans les domaines de la pratique de l'avocat, des règles de procédure et de fond du droit international pénal et des technologies de l'information ;
4. Aider les Conseils à obtenir, auprès des organes et des Bureaux de la CPI, le soutien, l'assistance et les informations nécessaires pour pouvoir assurer une assistance et une représentation légales efficaces ;
5. Améliorer la qualité de la justice rendue à la CPI telle qu'envisagée par le Statut de Rome et d'autres textes reconnus ;
6. Aider à résoudre les questions juridiques qui ont une incidence sur le travail des Conseils ;
7. Assurer la représentation indépendante des intérêts des Conseils et des membres de leurs équipes ;
8. Promouvoir le renforcement des droits des clients et de leurs Conseils devant la CPI ;
9. Établir des canaux de communication avec le Greffier et le consulter s'agissant des questions relatives aux Conseils et aux membres de leurs équipes dans l'exercice de leurs fonctions devant la CPI ;
10. Consulter le Greffier au sujet de toute proposition d'amendement du Code de conduite professionnelle ;

11. Promouvoir l'égalité des armes entre les parties devant la CPI ;
12. Représenter les intérêts, préoccupations et objectifs des membres de l'ABCPI devant l'Assemblée des États parties ;
13. Contribuer en tant que de besoin au règlement des différends entre Conseils, ainsi qu'entre Conseils et organes ou Bureaux de la CPI ;
14. Assurer la liaison, en tant que de besoin, avec les Barreaux nationaux des membres de l'ABCPI ;
15. Echanger au sujet de questions professionnelles touchant à des préoccupations et intérêts communs avec les Conseils exerçant devant d'autres cours ou tribunaux internationaux, internationalisés ou hybrides, ou avec les Barreaux ou associations établis auprès de ces cours ou tribunaux ;
16. Fournir tout autre service raisonnable et nécessaire comme le ferait un Barreau pour ses membres.

II. Comités de l'ABCPI : 2022 – 2023

<p>COMITÉ DE LA DÉFENSE Les membres du comité</p> <p>Brian Kennedy (Co-président) Philippe Larochelle (Co-président) Iain Edwards Jean Flamme Kimberley Motley <i>Thomas Obhof</i> <i>Sarah Valduriez</i></p> <p>Rapport annuel Voir annexe A</p>	<p>COMITÉ DES VICTIMES Les membres du comité</p> <p>Haydee Dijkstal (Président) Lady Gifty Tetteh Jens Dieckmann Elisabetta Galeazzi Élise Le Gall Elisapeti Makoni Langi <i>Ana Tuiketei</i></p> <p>Rapport annuel Voir annexe B</p>
<p>COMITÉ DU PERSONNEL D'APPUI AUX CONSEILS Les membres du comité</p> <p>Barbara Szmatala (Présidente) Mélissa Beaulieu-Lussier Else Bohne Despoina Eleftheriou Laurence Hortas-Laberge Audrey Mateo Florent Pages-Granier</p> <p>Rapport annuel Voir annexe C</p>	<p>COMITÉ CONSULTATIF DES NORMES PROFESSIONNELLES Les membres du comité</p> <p>Victor Tsilonis (Président) Nir Plessier (co-président) Haydee Dijkstal Juan Carlos Manríquez Rangajeeva Wimalasena</p> <p>Rapport annuel Voir annexe D</p>
<p>COMITÉ CONSULTATIF JURIDIQUE Les membres du comité</p> <p>Kenneth GAllant (Président) Lady Gifty Tetteh (co-présidente) Hanenn Ghali James Onalaja Séraphine Nga Essomba</p> <p>Rapport annuel Voir annexe E</p>	<p>COMITÉ DE FORMATION Les membres du comité</p> <p>Kimberley Motley (Présidente) Jason Antley Giovanni Chiarini Dragan Ivetic Thomas Obhof</p> <p>Rapport annuel Voir annexe F</p>

COMITÉ AMICUS CURIAE
Les membres du comité

James Onalaja (Président)
Mark Diamond (co-président)
Giovanni Chiarini
Lyma Nguyen
Ahmed Zuhair Bajalan

Rapport annuel
Voir annexe G

III. MISE À JOUR FINANCIÈRE

A. Comptes débiteurs

L'ABCPI a réussi à recueillir des cotisations. De 20 octobre 2023 à 10 septembre 2024, un total de €37,842.31 a été reçu.

L'ABCPI a un total de 361 membres et les membres suivants dans chaque catégorie d'adhésion:

- 208 Membres à part entière
- 77 Membres associés
- 76 Membres affiliés

B. Bilan

L'ABCPI dispose actuellement d'un actif de € 29,417.25 sur le compte bancaire.

Voir l'annexe I.

C. Profit et perte

Un compte rendu complet des recettes et des dépenses pour l'année allant du 20 octobre 2023 à 10 septembre 2024, veuillez-vous reporter à l'annexe J.

D. Budget proposé 2024-2025

L'annexe K contient une proposition de budget pour 2024-2025 basée sur une estimation des recettes et des dépenses prévues.

RAPPORT DU COMITE DE LA DEFENSE DE L'ABCPI

2023-2024

Aucun rapport fourni

ICCBA Victims Committee
2023-2024 term

Committee Report for the ICCBA General Assembly 2022

During the 2023-2024 term, the Victims Committee (VC) had an active year addressing issues of victim participation and access to the Court, and issues confronting counsel representing victims.

The Committee included the following members:

Lady Gifty Dede Tetteh
Jens Dieckmann
Haydee Dijkstal (Chair)
Elisabetta Galeazzi
Elise Le Gall
Elisapeti Makoni Langi
Ana Tuiketeti

The Committee met monthly throughout the year, and addressed the following issues and worked on the following projects:

1. **Victims network: dialogue, communication and support:** A main goal and line of work for the VC during this term was to improve communications between the VC and LRVs / Victims teams, while fostering greater collaboration, support and community between victims counsel and teams.

In order to work towards this goal, the ICCBA VC undertook the following work and achieved the following results:

- **Establishing a list of active LRVs and legal team members:** As the VC planned various projects and events to increase connectivity with victims legal team, the VC was confronted by the fundamental issue that no list existed of LRVs and members of victims legal teams for the VC to contact. The VC made inquiries about any existing list that might be held with various department of the Court, including with VPRS, CSS or OPCV, but found that there was either no such list available or which could be shared. Therefore, the VC undertook the efforts to start and build a list for internal ICCBA use (and to held with the EC) which it hopes will continue to grow. For this term, this work represented efforts to create solid foundations upon which further projects and events could find success.
- **Victims Committee Townhall:** On 23 July 2024, the Victims Committee held a private 'townhall' meeting with legal representatives for victims and their teams. The event was to discuss issues faced by legal teams for victims participating and seeking to participate before the ICC. The VC sought insight and feedback directly from legal representatives and their teams as to issues and challenges they face, and how the ICCBA can best assist and support their work. The townhall was held online to accommodate victim representatives in all locations, and was private in order to encourage and cultivate an open dialogue.

The meeting was well attended by LRVs and legal team members representing victims from a variety of situations before the Court who discussed their work at all stages of the proceedings.

The event received positive feedback and expressions of interests for similar events, and resulted in the VC broadening their contact and reach with active LRVs and team members.

- **Victims Committee ‘Office Hours:** On 18 September 2024, the Victims Committee launched the Victims Committee ‘Office Hours’ project - an envisioned long-term project for the VC – by holding its first ‘drop-in’ session. The VC Office Hours project was conceived following the ICCBA Victims Committee’s ‘Townhall’ event in July where there was significant interest expressed for further events connecting LRVs and victims teams to be facilitated.

The project envisions a monthly informal meeting or ‘drop-in’ session for all LRVs and members of legal to further connections between legal representatives and with the VC, and to provide an outlet to share concerns and experiences, or ask questions to colleagues and members of the VC.

The first session of the project received positive feedback and expressions of interest for the project to continue. It is recommended that the next VC continue this project.

- **Further events in conjunction with organisations representing victims:** Towards the end of the term, organisations working with victims expressed an interest in helping to facilitate additional events or sessions to foster peer-learning and information sharing among their network of legal professionals representing victims. It is recommended that the next Committee explore these opportunities to expand the outreach of the VC.

2. **Trainings and events:** The VC’s workplan included the goal of conducting 1-2 trainings this term, in which a key topic identified and prioritised by the VC concerned mindfulness and well-being – recognising the difficult work of representing and supporting victims, and the importance of remembering self-care and well-being for legal representatives and their teams (for both victims and defence teams).

During the 2023-2024 term, the VC successfully organised and ran the following two events:

- **‘Practicing and Ensuring Well-Being and Mindfulness for ICC Legal Team’**
 - The event was held on 22 May 2024 (online);
 - Aimed at benefiting all external legal teams including victims and defence teams;
 - Speakers included An Michels (Psychologist – Trauma Expert) and Jens Dieckmann (ICC Counsel, and member of ICCBA VC Committee).

- **‘Refugee Law and International Criminal Law: How to Connect the Disconnected?’**
 - The event was held on 25 September 2024 (online);
 - Speakers included: Philippe Laroche (Advocat, Laroche Avocats and co-chair of ICCBA Defence Committee); Silvia Rojas-Castro (Legal Officer, European Center for Constitutional and Human Rights); Teresa Quadt (PhD Candidate, University of Malta); Haydee Dijkstal (Barrister, 33 Bedford Row Chamber and chair of ICCBA Victims Committee); and Jens Dieckmann (Lawyer, Founder and Senior Partner, Becher&Dieckmann and member of ICCBA Victims Committee);
 - The event garnered significant interest with over 300 registrations.
3. **Internal ICCBA Communications:** A goal of the ICCBA VC during this term was to improve internal communications within the ICCBA and to ensure that the work of the Committee did not overlap or duplicate the work of the EC, or other committees or working groups. Therefore, the VC maintained regular communication with the EC, as well as the Working Group on Victims Representation in the Early Stages of Proceedings, to report progress on all projects and seek collaboration. The VC also regularly checked with the EC on whether the VC’s support was required or helpful to any efforts concerning issues such as legal aid or the trust fund for victims – noted in the Committee’s workplan as issues of interest and importance to victims legal teams.

Recommendations:

1. Continue to grow the list of active LRVs and victims team members in order to maintain a confidential list which will assist with facilitating an outlet and safe space for LRVs and teams to connect and seek support;
2. Continue the recently launched ‘Victims Committee Office Hours’ project to provide a monthly space for LRVs and team members to connect and seek support;
3. Consider expanding the mandate of the ‘Office Hours’ project to provide further support to LRVs on practical questions concerning practicing and representing victims before the ICC;
4. Explore further peer-learning and information sharing events with NGOs and international organisations working with victims in order to promote wider engagement and outreach; and
5. Continue to facilitate trainings and learning events which address issues LRVs and victims teams currently confront, and consider further programming to support wellbeing for all professionals working before the Court.

**ICCBA Annual Report
Counsel Support Staff Committee
2023-2024**

To: Executive Council
From: Counsel Support Staff Committee
Subject: Annual report
Date: 17 September 2024

I. INTRODUCTION

1. With the present report, the Chair of the Counsel Support Staff Committee ('Committee') of the International Criminal Court Bar Association ('ICCBA') presents the Committee's work during its mandate.

II. COMMITTEE MEETINGS

2. The Committee held meetings regularly throughout the year to assign tasks to its members, receive updates on the progress of the projects and discuss any topics/issues relevant to its work and mandate.

III. WORK PLAN

3. In November 2023, the CSSC submitted its work plan which outlined the following tasks :
 - a. Update of the "welcome package" published by the last CSSC committee;
 - b. Contribute to the Legal Aid Policy ('LAP') reform;
 - c. Prepare training for Support Staff;
 - d. Outreach to the Support Staff for determination of issues that need to be addressed;
 - e. Assist the President and Executive Council ('EC') regarding any action concerning Support Staff labor rights.

IV. REPORT ON THE WORK PLAN

a. Update on the “welcome package”

1. During its 2023-2024 mandate, the CSSC compiled a comprehensive guide covering a range of topics including, but not limited to, finding accommodation, information about life in The Hague, health insurance and tax issues (‘Welcome package’).
2. In December 2023 the ASP voted the adoption of the “Legal Aid Policy of the International Criminal Court” (ICC-ASP/22/9), thereby superseding the Registry’s single policy document on the The goal of the Committee is for the “welcome package” to be disseminated to current and new members of External Teams in order to inform them on their rights at the International Criminal Court (‘Court’).
3. The CSSC welcomed this reform and discussed the necessity to update the Welcome Package to reflect the new text of the “Legal Aid Policy of the International Criminal Court”. The update of the package is an ongoing project that the CSSC will aim at delivering at the end of 2024 for publication on the ICCBA portal.
4. The CSSC further noted that the Welcome package was not sent to new members of the Defence and Victims and will follow up to make sure that the necessary information is delivered to every newcomer.

b. Contribution to the Legal Aid Policy (‘LAP’) reform

5. Following the adoption of the “Legal Aid Policy of the International Criminal Court” (ICC-ASP/22/9), the CSSC reached out to the Support Staff to centralize the issues faced during the first phase of the implementation of the LAP.
6. The CSSC contacted and forwarded some of those issues/questions to CSS. The CSSC also requested to meet with CSS in order to discuss further the implementation of the LAP and its impact on the Support Staff but was eventually never received by CSS. The CSSC regrets this lack of cooperation in the implementation of the LAP and the absence of a channel of communication between CSS and the Support Staff. The CSSC believes that opening such channel of communication will be useful to continue the work on the LAP.

c. Preparation of trainings for Support Staff

7. The CSSC discussed the necessity to organize more trainings targeted on Support Staff needs. The CSSC noted that trainings are often directed to a more experienced audience or touch upon theoretical matters. The CSSC believes that training targeted on the understanding of the tools used to perform the tasks of the Support staff will help to spread the knowledge among practicing lawyers and develop new skills for those who never practiced before the ICC or other international tribunals.
8. The CSSC would also like to create master classes with experienced lawyers in order to advance their litigation skills.

d. Outreach to the Support Staff for determination of issues that need to be addressed;

9. The CSSC will create a questionnaire destined to the practicing Support Staff in order to better understand the needs of practicing Defence and Victim teams.

e. Creation of the Working Group on Detention Issues

10. The CSSC discussed the need to have more transparency amongst Defence teams regarding Detention administration. Following discussions with the ICCBA President, the creation of the Working Group on Detention Matters was decided.

**COMITÉ CONSULTATIF SUR LES NORMES PROFESSIONNELLES
2023-2024**

Association du Barreau
près la Cour Pénale Internationale



International Criminal Court
Bar Association

**ABCPI Comité Consultatif des
Normes Professionnelles**

Rapport Annuel

(Traduction provisoire en français du rapport annuel original en anglais)

2023-2024

1. Introduction

Le présent rapport annuel 2023-2024 du Comité Consultatif des Normes Professionnelles de l'ABCPI est soumis à l'Assemblée générale de l'Association du Barreau de la Cour Pénale Internationale (ABCPI), conformément à l'article 5(3)(b) de la Constitution de l'ABCPI. Il détaille les activités du Comité Consultatif des Normes Professionnelles (CCNP) d'octobre 2023 à septembre 2024.

2. Composition du Comité Consultatif des Normes Professionnelles :

À la suite des élections annuelles de l'ABCPI, les membres suivants ont été élus pour siéger au Comité Consultatif des Normes Professionnelles :

- ❖ **Dr Victor Tsilonis** (président)
- ❖ **Nir Plessner** (vice-président)
- ❖ **Prof. Juan Carlos Manríquez**
- ❖ **Haydee Dijkstal**
- ❖ **Rangajeeva Wimalasena**

En raison de défis logistiques, notamment les différents fuseaux horaires des membres, les quatre premiers membres ont participé régulièrement aux réunions mensuelles du Comité, tandis que le cinquième membre a contribué activement par correspondance électronique.

3. Activités du Comité Consultatif des Normes Professionnelles (2023-2024)

Le Comité s'est réuni de manière régulière tout au long de l'année, et en plus des réunions formelles, les membres ont engagé des discussions fréquentes et détaillées par courriel.

- **Planification de webinaires** : Un agenda provisoire ambitieux a été initialement établi, incluant l'organisation de deux webinaires. Le premier, organisé après les efforts acharnés du membre du CCNP, le Professeur Juan Carlos Manríquez, devait mettre en vedette des universitaires et juges

renommés d'Amérique latine. Malheureusement, malgré le succès du Professeur Manríquez dans la mobilisation de ces éminentes personnalités, l'événement a été annulé. Cela s'est produit après que le président de l'ABCPI a demandé que le webinaire soit approuvé par le Conseil Exécutif de l'ABCPI. Comme le Conseil Exécutif ne se réunit qu'une fois par mois, le processus d'approbation nécessaire a été retardé, rendant finalement impossible la planification de l'événement.

- **Avis Consultatif Urgent sur les Menaces à l'Indépendance Judiciaire** : En mai 2024, le président du Comité Consultatif des Normes Professionnelles, Dr Victor Tsilonis, a émis un avis consultatif urgent concernant des actions préoccupantes de la part d'un groupe de sénateurs américains envers le Procureur en chef de la CPI, Karim Khan KC. Ces actions ont été perçues comme une menace directe à l'indépendance judiciaire et à l'intégrité du mandat de la CPI. Cet avis consultatif, qui appelait à une réponse unifiée et forte de l'ABCPI, a été soumis au Conseil Exécutif avec une recommandation pour la publication d'une déclaration publique en soutien à la CPI.

Malgré la gravité de la situation et les potentielles répercussions pour la Cour, le Conseil Exécutif a refusé de publier une déclaration, invoquant sa décision de ne pas agir à ce moment-là. Peu de temps après, plusieurs autres associations du Barreau et organisations internationales ont publié des déclarations similaires à celle proposée, réaffirmant leur soutien à la CPI et aux principes du droit international.

- **Politique Anti-Harcèlement et Anti-Intimidation**: En septembre 2024, le Comité a préparé une politique complète sur l'intimidation et le harcèlement, conformément à la Convention 190 de l'Organisation Internationale du Travail – Convention sur la violence et le harcèlement, 2019 (n° 190) (voir pièce jointe). Cette politique est spécifiquement destinée aux professionnels du droit, y compris les avocats qui gèrent ou possèdent leurs propres cabinets. Elle vise à promouvoir un environnement de travail exempt d'intimidation et de harcèlement. Le projet de politique est disponible pour tous les membres de l'ABCPI, avec une recommandation pour sa mise en œuvre rapide.

4. Propositions et Recommandations Futures Le Comité propose les actions et recommandations suivantes pour l'avenir :

- **Soutien Consultatif** : Les membres de l'ABCPI sont encouragés à solliciter des avis consultatifs auprès du prochain Comité sur toute question de normes professionnelles, de déontologie ou d'éthique qui les préoccupe sérieusement.

- **Suggestions de Sujets** : Les membres devraient également être invités à suggérer des sujets d'intérêt liés aux normes professionnelles qui pourraient mériter une exploration plus approfondie et des avis consultatifs.

- **Processus Électoral** : Il est recommandé qu'à la suite des élections de l'ABCPI, une période d'une semaine soit allouée pour permettre aux membres élus des comités de voter pour leur président respectif. Tout vote émis après cette période ne devrait pas être pris en compte, sauf en cas d'égalité, auquel cas une période supplémentaire de trois jours devrait être accordée pour un vote supplémentaire.

- **Poursuite de l'Agenda Provisoire** : Le prochain Comité devrait examiner l'agenda provisoire de 2023-2024 et évaluer quels objectifs restent pertinents et doivent être poursuivis au cours du prochain mandat.

- **Mécanisme de Conseil Urgent** : La mise en place d'un mécanisme pour fournir des conseils urgents est fortement recommandée. Cela pourrait prendre la forme d'une ligne d'assistance éthique d'urgence ou d'une adresse e-mail dédiée, avec la possibilité d'utiliser également des plateformes de messagerie sécurisées telles que Signal ou WhatsApp.

Cordialement,

Dr Victor Tsilonis, président

Nir Plessner, vice-président

Professeur Juan Carlos Manríquez, membre

COMITÉ DES AVIS JURIDIQUES
RAPPORT ANNUEL 2023 – 2024

Members: Chair: Kenneth Gallant

Vice Chair : Lady Gifty Tetteh

Haneen Ghali

James Onalaja

Seraphine Nga Embossa

Report: September 2024 Report by Lady Gifty Tetteh on behalf of the committee

The committee had few meetings and agreed to work on a working plan unfortunately the chair was taken ill suddenly and the vice chair together with the rest of the team met to discuss the way forward. Unfortunately due to the work schedules of members of the committee we could not get round to finalise our working plan or submit it to the executive.

Discussion:

1. legal Aid, the ICCBA constitution in consultation with the ICC working documents. Suggestion of collaboration with other committees to assist with any legal issues.
2. The most important (and regular) thing that the Legal Advisory Committee does is give advice to the Exco and other committees concerning proposals by the ICC's Advisory Committee on Legal Texts (ACLT) to amend the Rules of Procedure and Evidence, the Regulations of the Court and the Elements of Crimes.
3. We discussed that the ACLT is not the only committee in the position to advise but that there are other groups within the Registry making the Regulations of the Registry; Detention regulations; the Victims Trust Fund makes important procedural and substantive rules concerning the Fund; the Professional Conduct rules and procedures among others therefore it would be beneficial where possible to work in collaboration with them.
4. We considered the need for the ICCBA having a few members who would have regular contact with the people who are making these rules and regulations, so that we can be proactive when new rules or amendments are needed to protect the interests of Counsel and our clients, and can react promptly to the proposals of others. How helpful it would be to the Court as a whole, as well as our membership, to do this.
5. Under the current structure of ICCBA, the above could not be done without the express authorization of the ExCo, and the mandate of the contacts could not extend beyond the date of the next annual election. We considered that this will need longer term relationship building, and therefore would need a change in our Constitution to allow it.
6. The plan was to submit our work plan to let the ExCo know that we are interested in developing a proposal on the above, and to find out the reaction of the ExCO on this.
7. Additionally, we also considered LAC will continue to consider proposed amendments to the ICC Rules of Procedure and Evidence and other recognized legal texts as required; we considered that
 - a) LAC will continue to liaise with the elected representative of Counsel within the Advisory Committee on Legal Texts and ICCBA members re proposals for amendments to ICC Rules of Procedure and Evidence and other recognized legal texts;
 - b) LAC stands ready to review the resulting amendments to the legal aid provisions and provide considered view on proposals as requested;
 - c) LAC's potential willingness to act as focal point for consultation on proposed amendments to Regulations of the Registry; Detention regulations; the Victims Trust Fund regulations/procedural and substantive rules concerning the Fund; the Professional Conduct Rules and Procedures and request EC's authorisation for this.

Date 26/09/2024

Lady Gifty Tetteh on behalf of LAC

COMITÉ DE FORMATION

TRAINING COMMITTEE FINAL REPORT- September 26, 2024

1. The Training Committee delivered comprehensive and substantive trainings in 2023/2024.
2. On 12 December 2023, the committee offered an online training around "Safety and Security in Conflict Zones". The presenter was Darren Murray, a security professional based in Côte d'Ivoire, with experiencing advising on risk and providing protection in conflict and post-conflict zones. The workshop presented security awareness practices meant to assist counsel and staff when undertaking investigations.
3. On January 27, 2024, the committee offered a digital evidence online training with seventy-nine registered participants. The presenters were Dr. Emma Irving a Professor of Public Law at Leiden and Sabrina Rewald, a researcher at Leiden who helped draft the Leiden Guidelines. The half day workshop introduced and distinguished digitally derived evidence from other types of evidence, they discussed the Leiden Guidelines, and presented good practices for defence teams when working with such evidence.
4. The Training Committee members worked on a mentorship programme meant to assist in professionalization of support staff and / or incoming counsel. This would include identifying potential mentors, setting out a programme with firm objectives, and getting necessary permissions in place. Unfortunately, these trainings did not occur within the 2023/2024 cycle but may occur in the future.
5. The Training Committee reached out to other sections for training opportunities and to broaden its audiences which included:
 - a. Within the ICCBA, liaising with Defence, Victims, and Support Staff committees to identify relevant training topics and co-design training
 - b. To various national organizations (including the Indonesia Bar and interested universities in Argentina) to identify interest in training on specific subjects or specific situations
 - c. Exploring the potential of hosting an expert conference or version of D to D, aligned with the general assembly
 - d. Any other training or relevant outreach activities that will be submitted in due course to the EC.
6. The Training Committee discussed producing educational videos about different aspects of the work within legal teams. Sections could include investigations, court procedures, case management, registry issues, etc. This could be part of a larger orienteering provided to new counsel, staff, or entire teams as needed, and could be packaged together for membership more generally. This did not come to realization, but it is hoped that in the future it will.

The training Committee was in talks with the Ecocide Committee to potentially conduct trainings focused on issues in South America. Unfortunately, these trainings did not occur within the 2023/2024 cycle but may occur in the future.

Comité des amici curiae Rapport annuel 2023-2024

To: International Criminal Court Bar Association (ICCBA)-Executive Council
From: Amicus Committee
Date: September 18th, 2024
Re: Amicus Committee Report 2023/2024

Submitted by: Dr. Abdul Aziz Meslat, Chair of the Amicus Committee
To be presented by: Mr. Mark Diamond, Vice Chair of the Amicus Committee

Dear Members of the ICC Bar Association,

As Chairman of the Amicus Committee, I hereby submit our committee's report for the term 2023/2024. Due to unforeseen circumstances, I am unable to attend the meeting in person. I have delegated the responsibility of presenting this report to our esteemed Vice Chair, Mr. Mark Diamond.

I. Committee Activities

It is with regret that I must report that there have been no substantial activities for our committee during the 2023/2024 term. This lack of engagement is a matter of significant concern, which I will address in the following sections.

II. Marginalization of the Amicus Committee

We must express our profound reservations regarding the apparent marginalization of the Amicus Committee's role within the ICCBA. Throughout this term, we have observed a troubling lack of deliberative engagements with other committees. This isolation has severely limited our ability to contribute meaningfully to the Association's work and to fulfill our mandate effectively.

The Amicus Committee plays a crucial role in providing expert opinions and insights on complex legal matters. Our marginalization not only undermines our committee's purpose but also potentially deprives the ICCBA and the International Criminal Court of valuable legal perspectives.

III. Absence of Amicus Curiae Requests

Of particular concern is the fact that the International Criminal Court has not requested any "Amicus briefs" from our committee during this term. This is despite several issues arising that, in our professional opinion, urgently require our intervention and expertise.

We acknowledge that requests for submissions were referred to independent Amicus Curiae. However, we must emphasize that issuing Amicus briefs is the primary role and responsibility of our committee within the ICCBA. The bypassing of our committee in these matters is not only a departure from established practice but also raises questions about the perceived value of our committee's contributions.

IV. Implications and Recommendations

The current situation has several implications:

- 1) Underutilization of Expertise: The wealth of knowledge and experience within our committee remains untapped, potentially depriving the Court of valuable insights.
- 2) Reduced Effectiveness: The lack of engagement limits our ability to fulfill our mandate and contribute to the development of international criminal law.
- 3) Institutional Concerns: This situation may reflect broader issues in how the ICCBA and the Court engage with their supportive bodies.

In light of these concerns, we propose the following recommendations:

- 1) Enhanced Inter-Committee Collaboration: Establish regular channels of communication and collaboration between the Amicus Committee and other ICCBA committees.
- 2) Direct Engagement with the Court: Initiate a dialogue with the International Criminal Court to understand the reasons behind the lack of Amicus brief requests and to reaffirm our committee's readiness and capability to assist.
- 3) Review of Amicus Curiae Processes: Conduct a comprehensive review of the current processes for requesting and submitting Amicus briefs, with the aim of ensuring that our committee's expertise is properly utilized.
- 4) Proactive Approach: Develop a mechanism for our committee to proactively identify cases or issues where an Amicus brief could be beneficial and propose our involvement to the Court.

V. Conclusion

While this term has been challenging due to the lack of activity and engagement, we remain committed to our role and to supporting the crucial work of the International Criminal Court. We urge the ICCBA leadership and our colleagues to consider our concerns seriously and to work collaboratively towards addressing these issues.

We stand ready to contribute our expertise and to play a more active role in the coming term. Our goal remains to support the pursuit of international justice through well-informed legal perspectives.

Sincerely,



Dr. Abdul Aziz Meslat
Counsel before the International Criminal Court (ICC)
Chair, Amicus Committee
International Criminal Court Bar Association (ICCBA)

ICCBA-ABCPI

Balance Sheet

As of September 20, 2024

	TOTAL
Assets	
Current Assets	
ABN-AMRO Current Account	29,417.25
Total Current Assets	€29,417.25
Total Assets	€29,417.25

ICCBA-ABCPI

Profit and Loss

21 October, 2023 - 20 September, 2024

	TOTAL
Income	
Membership Dues / Cotisations	37,842.31
Training Income	0.00
Advocacy Training	56.20
Total Training Income	56.20
Total Income	€37,898.51
GROSS PROFIT	€37,898.51
Expenses	
Accounting Software	229.02
Bank charges	385.38
Consultancy Services	24,400.00
Events	0.00
ASP	3,048.95
General Assembly	203.51
Victims' Participation Conference	370.71
Total Events	3,623.17
Legal and professional fees	4,737.28
Office expenses	97.00
Zoom Subscription	225.46
Total Expenses	€33,697.31
NET EARNINGS	€4,201.20

ANNEXE J

Provisional Budget 1 October 2024 - 30 September 2025					
Revenue			Expenditure		
Membership fees			Consultancy		
	Members	Fee			
Full Members	190	€165	€31.350	Executive Director	€27.600
Associate Members	65	€100	€6.500		
Affiliate Members	70	€55	€3.850	Organization costs	
				Accountancy Software	€350
				Advertising Costs	€100
				Banking Costs	€350
				Email System	€250
				Legal and Professional Fees	€2.500
				Office Costs	€300
				Video Telecommunications	€250
				Website	€400
				Events	
				General Assembly	€800
				ASP	€1.500
Total			€41.700	Total	€34.400